



16 septembre 2026

TARIF AGENT : UNE OCCASION MANQUEE PAR LE GOUVERNEMENT !

Les fédérations FNME-CGT, FCE-CFDT, FO Énergie et CFE Énergies ont été reçues ce jour par Maud BREGEON, ministre déléguée à l'Énergie, porte-parole du Gouvernement.

Cette rencontre avait un objectif clair : mettre un terme à l'attaque contre le tarif agent et donc reprendre la main sur le dossier de l'Avantage en Nature Énergie (ANE) des électriciens et gaziers, dans un contexte marqué par de fortes inquiétudes parmi les agents actifs et inactifs des Industries électriques et gazières.

Fortes d'une mobilisation historique des salariés et retraités des IEG qui ont massivement répondu présent à l'appel de l'Interfédérale, avec des taux de grévistes dépassant ceux de la dernière mobilisation pour défendre le tarif agent, les fédérations ont rappelé avec gravité l'attachement des personnels à cet élément historique et structurant de leur statut et réaffirmé leur refus de toute remise en cause.

Lors de cet échange, la Ministre a indiqué vouloir apaiser la situation sur un sujet qu'elle sait sensible pour notre corporation. Elle a réfuté toute idée d'un passage en force et exprimé sa volonté d'ouvrir une concertation avant toute prise de décision, sans s'attacher à un calendrier particulier. Ces premiers éléments positifs sont à mettre sur le compte d'une mobilisation massive des actifs et retraités des IEG.

Pour autant, les fédérations ont pris acte de son refus, faute de mandat, de lever l'injonction du Procureur de la Cour des Comptes, injonction qui a mis le feu aux poudres début juillet. L'Interfédérale dénonce les fondements de cette injonction et en exige la levée. La Ministre s'est engagée à faire remonter à Matignon les éléments portés à sa connaissance par les organisations syndicales lors de cette rencontre.

Les fédérations considèrent que cette première prise de contact et cette temporisation gouvernementale ne saurait suffire face à la colère des agents actifs et retraités des IEG.

Le Gouvernement doit désormais apporter des garanties claires et non interprétables. L'avenir du tarif agent ne peut être traité comme une simple variable d'ajustement budgétaire. Il concerne directement la reconnaissance des salariés et retraités des IEG, leur statut, ainsi que l'équilibre social de la branche.

L'interfédérale a donc décidé de maintenir la pression sur le Gouvernement et exige désormais une rencontre avec le Premier Ministre d'ici au 2 Octobre, faute de quoi les fédérations appelleront à poursuivre la mobilisation et à durcir le mouvement.

Les fédérations FNME-CGT, FCE-CFDT, FO Énergie et CFE Énergies sont plus que jamais unies et déterminées à faire reculer le Gouvernement et à lui faire comprendre que nous ne négocierons jamais sous la menace.

Elles exigent du Gouvernement des engagements à la hauteur des enjeux.